



Organisation Non Gouvernementale ayant Statut spécial à l'ECOSOC aux Nations Unies, membre observateur à la Commission Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples (CADHP) de l'Union Africaine

FRANCE : APPEL A LA SERENITE ET AU DIALOGUE

Le **Rencontre Africaine pour la Défense des Droits de l'Homme (RADDHO)** est profondément préoccupée par la gestion des événements qui agitent les banlieues des grandes villes françaises. Notamment par l'option résolue pour la fermeté par une répression tous azimuts. On note dans le discours du Ministre français de l'Intérieur, M. Nicolas SARKOZY, une montée en puissance de propos à la limite du tolérable, entre le " nettoyage au karcher des banlieues et des cités " et la mise au pas de la " racaille ".

Que la France réactive une loi vieille de cinquante ans et qui n'a même pas été appliquée en Mai 1968, pour des Arabes et des Noirs pour la plupart descendants de la seconde ou de la troisième génération de ceux pour qui la loi avait été votée, ne laisse pas d'inquiéter.

C'est une véritable régression de revenir à l'état d'urgence dans un pays qui n'est pas en guerre contre des forces étrangères, mais qui subit les conséquences de ses ruses et atterrissements vis-à-vis d'une partie de ses citoyens en situation d'exclusion, qui, systématiquement, joue la politique de l'Autriche par rapport à son passé de pays colonialiste, cherchant à retrouver une innocence et une pureté irrémédiablement perdues, et qui a récemment promulgué une loi à coloration révisionniste voire négationniste par rapport aux errements dont par le passé il a eu à se rendre coupable.

Ce n'est pas ainsi qu'on résoudra la crise bien plus profonde que cette révolte ne le laisse croire, et la solution viendra de décisions pertinentes pour donner à tous les Français, sans tenir compte de la couleur de leur peau ou de leur religion, un égal accès à la richesse nationale.

On peut douter que M. SARKOZY aurait employé les mêmes termes pour parler d'une autre communauté sans immédiatement susciter une levée de boucliers de ses concitoyens et compromettre ses ambitions politiques. On doit s'inquiéter que lesdits propos et les options politiques subséquentes aient apparemment l'assentiment de près des ¾ des Français, selon des sondages réalisés ces derniers jours.

Ces dérives fascisantes doivent être dénoncées et combattues par tous les démocrates français dont jusqu'ici on n'entend que le silence assourdissant ou quelques timides protestations. Les organisations de défense des droits de l'Homme du monde entier, celles du Nord en tête, doivent, si elles veulent continuer à rester crédibles, prendre position et lutter fermement et ouvertement contre le retour à un système de double peine tout à fait illégal et que du reste le même M. SARKOZY, occupant naguère les mêmes fonctions qu'aujourd'hui, avait fait proscrire.

Depuis quand le fait d'avoir un titre de séjour, fût-ce en France, est-il un " honneur " ? Depuis quand est-ce une " vocation " que d'être admissible à un séjour en France ? Les mots ont un sens, et les Français ont assez répété qu'ils ont la langue la plus précise du monde, et on a pu un temps en être convaincu. Les propos de M. SARKOZY sont en train de montrer soit que ce n'est pas vrai, soit qu'il y a en France un énorme mépris, disons plus clairement un véritable racisme vis-à-vis des immigrés non européens en l'occurrence les immigrés d'origine africains et arabes.

La RADDHO :

- appelle M. Sarkozy à faire preuve de sérénité et à faire preuve de moins de mépris vis-à-vis des immigrés non européens ;
- appelle à mettre un terme à la violence dans les banlieues et à avoir recours au dialogue ;

La crise d'identité que vivent les jeunes issus de l'immigration est assimilable à ce que les Américains ont vécu durant le mouvement des droits civiques, dans les années "50" à "70", **avec Martin Luther King**.

Que la France fasse les efforts nécessaires pour mettre fin à un système d'Apartheid qui ne dit pas son nom.

Fait à Ouagadougou, le 16 Novembre 2005
Le Secrétariat Général